



Strasbourg, le 3 juillet 2008

Greco (2008) 13F Révisé

38^e Réunion plénière du GRECO
(Strasbourg, 9-13 juin 2008)

RAPPORT DE SYNTHÈSE

I. Ouverture de la Réunion plénière

1. La 38^e Réunion plénière du GRECO est présidée par M. Drago KOS (Président, Slovénie) du 9 au 11 juin et, du 12 au 13 juin, par M. Marin MRČELA (Vice-Président, Croatie). La liste des participants figure en Annexe I du présent rapport.
2. Le Président ouvre la réunion en accueillant tous les représentants, en particulier ceux qui ont été récemment nommés.

II. Adoption de l'ordre du jour

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II du présent rapport.

III. Informations fournies par le Président, les délégations et le Secrétaire Exécutif

4. Le **Président** annonce que, depuis la dernière réunion plénière, il a participé à deux événements en Roumanie, une Conférence et session de formation sur le transfert de bonnes pratiques en matière de lutte contre les irrégularités, la fraude et la corruption dans la mise en œuvre en Roumanie de projets financés par la Commission européenne (Bucarest, 22-23 mai 2008), organisés par l'ONG EUROLINK – Maison de l'Europe et une conférence sur le journalisme et la corruption. Il a également fait une présentation sur la lutte contre la corruption aux membres du gouvernement de Bulgarie, qui a été largement médiatisée.
5. Le Président informe les participants que Mme Huguette LABELLE, Présidente du Conseil d'administration de Transparency International (TI), a accepté une invitation pour un échange de vues avec le GRECO lors de sa 39^e Réunion plénière (octobre 2008).
6. Il appelle l'attention sur les conclusions de la 44^e réunion du Bureau (cf. Greco (2008) 10F). Concernant les discussions sur l'opportunité de recommander aux membres soumis à la procédure d'évaluation de retirer les déclarations faites au titre de l'Article 34 (« Application territoriale ») de la Convention pénale sur la corruption (STE 173), le Bureau a décidé de s'en remettre au GRECO, qui examinera la question en plénière dans le cadre de la discussion d'un exemple concret.
7. Le Bureau s'est également penché sur le format et le contenu du programme de la Conférence de haut niveau pour célébrer le dixième anniversaire du GRECO prévue le 5 octobre 2009. Le Président invite les délégations à transmettre au Bureau, via le Secrétariat, avant le 29 août 2008, leurs suggestions (format, thèmes, intervenants, etc.) concernant l'avant-projet de programme évoqué dans le rapport du Bureau 44 (Greco (2008) 10F, Annexe IV). Le Secrétaire Exécutif ajoute qu'il pourrait être judicieux de discuter au cours de la Conférence de la corruption au plan local, ce thème étant à l'ordre du jour international et ayant été souvent évoqué par le GRECO dans ses rapports.
8. Le Bureau est d'avis que les demandes exprimées par les membres pour bénéficier d'une orientation et d'une aide dans la mise en œuvre des recommandations du GRECO pourraient prendre trois formes : (1) des demandes informelles de conseil ou d'information à l'un ou plusieurs membres du GRECO; (2) des demandes adressées et traitées directement par le Secrétariat et (3) des demandes au Secrétariat, qui pourraient/devraient être transmises à un ou plusieurs membres du GRECO ayant eux mêmes géré avec succès une situation similaire. Il est souligné que les conseils fournis ne peuvent en aucun cas être interprétés comme des avis

contraignants et anticiper les conclusions du GRECO concernant la conformité avec une recommandation.

9. Les délégations ont maintenant la parole. Le **représentant de la Fédération de Russie** informe les participants d'une Table ronde internationale consacrée aux pratiques et perspectives de développement de la législation régissant l'expertise en matière de lutte contre la corruption des textes et projets de loi en Russie et autres pays d'Europe de l'Est et d'Asie. Cet événement, organisé par le Conseil de l'Europe avec la Commission de la sécurité de la Douma d'Etat, le ministère du Développement économique et du commerce et le Centre pour le développement stratégique, se tiendra à Moscou les 24-25 juin 2008.
10. Le Président fait le point sur la situation en **Slovénie**. Le projet de loi prévoyant la suppression de la Commission pour la prévention de la corruption ne sera pas présenté en troisième lecture avant les élections d'octobre 2008.
11. Le **Secrétaire Exécutif** fait rapport sur les faits suivants, intervenus depuis la 37^e Réunion plénière du GRECO (avril 2008):
 - Saint-Marin a fait part de sa ferme intention d'adhérer au GRECO dans les meilleurs délais ;
 - Le nombre de ratifications de la Convention civile sur la Corruption (STE 174) est passé à 33, quatre nouveaux Etats étant devenus parties à la Convention en 2008 (Monténégro, Pays-Bas, Norvège et République de Serbie);
 - Le Président du GRECO participera le 24 juin 2008 à une réunion des Présidents des organes de monitoring de la DG-HL organisée par la Direction générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques (DG-HL), afin d'examiner les questions soulevées dans le contexte des initiatives visant à améliorer la coopération et la coordination entre les divers organes du Conseil de l'Europe;
 - En réponse à la demande du Bureau, il a été tenté de créer un environnement plus favorable aux discussions en réunion plénière, en adaptant la disposition des délégations et des équipes d'évaluation pour les réunions tenues à l'Agora; une salle de réunion du Palais de l'Europe a été obtenue pour la réunion plénière de décembre du GRECO, mais il est à noter que les membres du GRECO sont trop nombreux pour siéger dans les salles de réunions préférées du Palais, avant le déménagement dans les nouveaux locaux;
 - Depuis l'échange de vues entre le GRECO et M. Franz-Hermann BRÜNER, Directeur Général de l'Office européen de Lutte anti-fraude (OLAF) en décembre 2007, les contacts sont devenus plus fréquents et des représentants ainsi que des membres du Secrétariat du GRECO ont participé à un nombre croissant d'événements organisés par l'OLAF: Conférence sur la prise en compte de la corruption dans le droit civil (Brême, 14-15 mars); Deuxième Conférence du réseau des Agences anti-corruption (ANCORAGE-NET) « Renforcer les moyens d'action des agences anti-corruption : pallier les lacunes institutionnelles et développer les capacités préventives et répressives» (Lisbonne, 14-16 mai); Conférence sur l'intensification de la coopération en matière de poursuites contre la corruption et autres délits contre les intérêts financiers de l'Union européenne (Celle, 26-28 mai);
 - Le Bureau 44 demande au Secrétariat d'examiner la possibilité de préparer un état provisoire des résultats du Troisième Cycle d'Evaluation d'ici le milieu de l'année 2009 (couvrant les deux thèmes) qui pourrait être présenté lors de la Conférence commémorant le dixième anniversaire du GRECO ;

- Les participants reçoivent copie d'une étude comparative des mécanismes de révision des conventions anti-corruption, préparée par Transparency International, ainsi que d'un extrait du journal « eucrim », qui font tous deux référence aux travaux du GRECO ; Transparency International a également publié une étude en allemand sur les instruments internationaux et les processus de contrôle, qui rencontrerait certainement un grand intérêt si elle était traduite en anglais ; la visibilité du GRECO a clairement progressé, comme en atteste le nombre de références à ses travaux dans la presse, dont un article récemment paru dans The Economist et la publication prochaine d'un second dans Stern;

- Le rapport de synthèse du Tour de table du GRECO sur la mise en œuvre des recommandations, communiqué à tous les représentants du GRECO (Greco (2008) 9F - copies à disposition), sera prochainement publié sur le site web du GRECO.

12. Le Secrétaire Exécutif attire l'attention sur la position du Bureau concernant les procédures de conformité du GRECO (cf. rapport du Bureau 44 – Greco (2008) 10F). Il ajoute que ces procédures forment désormais une composante significative des travaux du GRECO et qu'elles demandent beaucoup de temps au Secrétariat, aux Rapporteurs et à la plénière ; les projets de rapport de conformité (et les Addenda y afférents) nécessitent de longs échanges entre le Secrétariat, les Rapporteurs et les pays concernés afin de garantir le bien-fondé des évaluations ; le Bureau reste d'avis que dans l'intérêt de l'égalité de traitement de tous les membres, il convient de respecter le délai de 18 mois pour la soumission des rapports de situation et de 6 mois entre la réception de ces rapports et l'examen des rapports de conformité en réunion plénière ; tout est mis en œuvre pour programmer l'examen des rapports de conformité conformément à cet échéancier, les seules exceptions étant dues aux contraintes de calendrier des réunions.

IV. Troisième Cycle d'Evaluation

13. Suivant en cela sa pratique habituelle, la réunion plénière fait une lecture approfondie des projets de Rapports d'Evaluation du Troisième Cycle sur les **Pays-Bas** et le **Luxembourg** avec la participation des équipes d'évaluation qui ont effectué une visite sur place dans les pays concernés. Il est fait, avant adoption, une deuxième lecture des projets de Rapports, révisés à la lumière des propos échangés lors de la première lecture.
14. Le GRECO adopte les Rapports d'Evaluation du Troisième Cycle sur les Pays-Bas (Greco Eval III Rep (2007) 8F – Thèmes I et II) et sur le Luxembourg (Greco Eval III Rep (2007) 6F – Thèmes I et II) et invite les autorités des deux pays à autoriser la publication des Rapports dans les meilleurs délais.
15. La réunion plénière se félicite de l'autorisation de publication du Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur la Slovaquie (Greco Eval III Rep (2007) 1F – Thèmes I et II) adopté au GRECO 35 (décembre 2007).

V. Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation conjoints

16. La réunion plénière fait une lecture approfondie du projet de Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur **l'Autriche** avec la participation de l'équipe d'évaluation qui a effectué une visite sur place dans le pays. Il est fait, avant adoption, une deuxième lecture du projet de Rapport, révisé à la lumière des propos échangés lors de la première lecture.

17. Le GRECO adopte le Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Autriche (Greco Eval I-II Rep (2007) 2F) et invite les autorités autrichiennes à autoriser la publication du Rapport dans les meilleurs délais.

VI. Procédure de Conformité du Premier Cycle

18. Le projet d'Addendum au Rapport de conformité du Premier Cycle sur les **Etats Unis d'Amérique** repose sur des informations fournies par les autorités du pays, comme demandé dans les conclusions du Rapport de conformité du Premier Cycle du GRECO. Après lecture approfondie, le GRECO adopte l'Addendum au Rapport de Conformité du Premier Cycle sur les Etats Unis d'Amérique (Greco RC-I (2006) 1F Addendum) et met ainsi fin à la procédure de conformité du Premier Cycle concernant ce pays. Le GRECO se félicite de l'autorisation de publication de cet Addendum donnée par les autorités des Etats-Unis d'Amérique.

VII. Procédure de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints

19. Les projets de Rapports de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'**Arménie** et la **République de Serbie** ont été préparés avec la participation des rapporteurs, désignés au titre de la Bulgarie et de l'Islande pour l'Arménie et au titre de l'Irlande et de la Lituanie pour la république de Serbie, sur la base des rapports de situation soumis par les autorités des pays concernés. Les rapporteurs font part à la réunion plénière de leurs observations sur les projets de Rapports de conformité, puis passent à une lecture approfondie des Rapports.
20. Le GRECO adopte les Rapports de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Arménie (Greco RC-I/II (2008) 3F) et la République de Serbie (Greco RC-I/II (2008) 1F). Le GRECO note avec satisfaction que les autorités arméniennes ont autorisé la publication du Rapport et invitent les autorités serbes à faire de même dans les meilleurs délais. La date limite de présentation des compléments d'informations concernant la mise en œuvre des recommandations est le 31 décembre 2009.

VIII. Procédure de Conformité du Deuxième Cycle

21. Le projet de Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la **République Tchèque** a été préparé avec la participation des rapporteurs, désignés au titre de la Finlande et de la République Slovaque, sur la base d'un rapport de situation soumis par les autorités du pays concerné. Les rapporteurs font part à la réunion plénière de leurs observations sur le projet de Rapport de Conformité ; s'ensuit une lecture approfondie du Rapport.
22. Le GRECO adopte le Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la République Tchèque (Greco RC-II (2008) 3F) et invite les autorités tchèques à autoriser la publication du Rapport dans les meilleurs délais. La date limite de présentation des compléments d'informations concernant la mise en œuvre des recommandations est le 31 décembre 2009.
23. Le projet de Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur le **Portugal** a été préparé sur la base d'un rapport de situation soumis par les autorités du pays concerné, avec la participation des rapporteurs, désignés au titre de l'Albanie et du Luxembourg, qui font part à la réunion plénière de leurs observations sur le projet de Rapport de Conformité. La lecture approfondie qui s'ensuit a été suspendue après le paragraphe 17 en raison des nombreuses informations nouvelles communiquées oralement par les autorités portugaises que la réunion plénière et les Rapporteurs ont jugé impossibles à évaluer sur le champ. Il est demandé à la délégation de soumettre par écrit ces nouvelles informations au Secrétariat d'ici le 20 juin 2008 au plus tard ; l'examen du projet de Rapport de

Conformité du Deuxième Cycle sur le Portugal est reporté au GRECO 39 (octobre 2008).

24. Le GRECO fait une lecture approfondie des projets d'Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la **Finlande**, le **Luxembourg**, la **République Slovaque** et la **Slovénie**. Chaque projet d'Addendum repose sur les informations fournies par les autorités des pays concernés, comme demandé dans les conclusions des Rapports de Conformité du Deuxième Cycle du GRECO. Le GRECO adopte les Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Finlande (Greco RC-II (2006) 2F Addendum), le Luxembourg (Greco RC-II (2006) 7F Addendum), et la République Slovaque (Greco RC-II (2006) 6F Addendum) et met ainsi fin à la procédure de conformité du Deuxième Cycle concernant ces pays.
25. Le GRECO adopte l'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Slovaquie (Greco RC-II (2006) 1F Addendum). A la lumière des conclusions du GRECO dans l'Addendum (cf. paragraphes 40 – 42), il n'est pas possible à ce stade de mettre un terme à la procédure de conformité du Deuxième Cycle concernant la Slovaquie. Le GRECO reconnaît que la Slovaquie a mis en place une importante infrastructure de mécanismes législatifs et institutionnels pour prévenir et combattre la corruption mais a suivi avec une préoccupation croissante les développements récents susceptibles de mener à la suppression de la Commission pour la Prévention de la corruption. La mise en œuvre de trois des recommandations du Deuxième Cycle étant subordonnée au fonctionnement de cette Commission, le GRECO souhaite être tenu informé de l'évolution future. Les autorités slovaques sont de ce fait invitées à soumettre au Secrétaire Exécutif d'ici le 31 décembre 2008 les informations complémentaires requises dans la Conclusion de l'Addendum.
26. Le GRECO se félicite de l'autorisation des autorités finlandaises de publication de l'Addendum sur leur pays et invite les autorités luxembourgeoises, slovaques et slovènes à faire de même dans les meilleurs délais.

IX. Budget 2009

27. Le Secrétaire Exécutif informe les participants que le projet de Propositions budgétaires pour 2009 (Greco (2008) 11F) soumis à la présente réunion plénière a été préparé par le Secrétariat et approuvé par le Secrétaire Général conformément aux procédures en cours au sein de l'Organisation, qui veulent que le GRECO n'élabore pas de propositions de budget autonomes. Le projet de propositions, qui fera l'objet d'ajustements ultérieurs dans la mesure où il repose sur les prix de 2008, fait état d'une augmentation de près de 9% par rapport à l'année 2008, acceptée par le Secrétaire Général en reconnaissance de la contribution du GRECO aux valeurs fondamentales de l'Organisation.
28. Le Secrétaire Exécutif indique à la réunion plénière que le projet de propositions budgétaires contient des tableaux communiqués par la Direction des Finances qui détaillent le taux et la méthode de calcul des contributions des Etats membres individuels aux budgets du Conseil de l'Europe. Puis il souligne les raisons justifiant l'augmentation de certains chapitres budgétaires, expliquant que les économies réalisées au cours des années précédentes permettraient difficilement de mettre en œuvre le futur programme de travail prévu par le GRECO sans une augmentation de ses ressources financières en 2009. Il souligne cependant que le niveau des contributions financières des Etats membres individuels du GRECO a diminué significativement entre 2007 et 2008 – en raison principalement de l'adhésion de l'Italie, un des principaux contributeurs au budget. Comparativement aux contributions individuelles au budget de 2006 (le GRECO comptait alors six membres de moins qu'aujourd'hui), il est estimé que les

contributions individuelles pour 2009 seront très proches de celles de 2006 pour 21 membres, en baisse pour 12 membres (y compris les principaux contributeurs) et en augmentation pour seulement 7 membres (du simple fait de l'augmentation du PIB dans ces trois pays, qui est répercutée sur le barème de contribution au Conseil de l'Europe).

29. Le Président rappelle les généreuses contributions financières volontaires effectuées ces dernières années par Monaco, les Pays-Bas et le Royaume-Uni et indique que d'autres contributions de même nature seraient les bienvenues à l'avenir.
30. Le Chef de la délégation du Royaume-Uni félicite le Secrétariat pour ce projet de propositions budgétaires très raisonnable pour 2009 et se dit convaincu que la gestion du budget du GRECO continuera d'être aussi efficace qu'elle ne l'a été jusqu'à présent.
31. Le GRECO approuve les Propositions budgétaires pour 2009 (Greco (2008) 11F) et charge le Secrétaire Exécutif de les transmettre au Secrétaire Général pour examen par le Comité du Budget, avant leur transmission au Comité Statutaire pour adoption.

X. Divers

32. Le GRECO écoute avec intérêt les exposés de Mme Mariana KALUGHIN, Centre de lutte contre les crimes économiques et la corruption (CCCEC), et de Mme Galina BOSTAN, Centre d'analyse et de la prévention de la Corruption (CAPC) sur « l'expertise anti-corruption de textes législatifs et réglementaires en Moldova », effectuée avec l'aide du projet conjoint du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne sur la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en République de Moldova (MOLICO).
33. Le CCCEC est l'organe de contrôle public en charge de l'évaluation de la conformité des projets de textes législatifs et réglementaires avec les normes nationales et internationales de lutte contre la corruption, afin d'identifier les « facteurs de corruptibilité » (c'est-à-dire la capacité des dispositions légales à générer ou favoriser des actes de corruption) et de l'élaboration de recommandations pour les éliminer dans les projets de loi ou en réduire l'impact. L'expertise anti-corruption est obligatoire et est menée par un service spécialisé composé de 12 experts sur l'ensemble des projets de textes législatifs et réglementaires, quel que soit le domaine concerné, avant leur transmission au ministère de la Justice ; des praticiens et des experts nationaux du secteur non-gouvernemental ou universitaire peuvent également participer à ces évaluations.
34. Le CAPC, organisation non-gouvernementale, effectue des expertises sur la corruptibilité des projets de textes législatifs une fois qu'ils ont été soumis au Parlement et rendus publics. Un document conceptuel sur la coopération entre le Parlement et la société civile, adopté par décision du Parlement fin 2005, constitue le fondement de ce contrôle : il énonce l'engagement de publier sur Internet tous les projets de lois à l'ordre du jour du Parlement et d'autoriser des représentants de la société civile à faire part de leurs commentaires dans un délai de 15 jours ouvrables après la date de publication. Après l'expertise menée auparavant par le CCCEC, celle du CAPC constitue un filtre supplémentaire, intervenant à une étape ultérieure du processus, afin d'identifier les facteurs de corruptibilité . Des CD-ROM contenant des informations détaillées sur la méthodologie et les résultats des deux activités sont mis à la disposition des participants du GRECO.

XI. Adoption des décisions

35. Les décisions de la 38^e Réunion plénière sont adoptées, telles qu'elles figurent dans le document Greco (2008) 12F.

XII. Prochaines réunions

36. Le GRECO prend note que le Bureau tiendra sa 45^e réunion à Strasbourg le 15 septembre 2008. La 39^e Réunion plénière se tiendra à Strasbourg du 6 au 10 octobre 2008. Il est également noté que la Conférence pour célébrer le dixième anniversaire du GRECO aura lieu le 5 octobre 2009.

ANNEXE I

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA / ALBANIE

Mr Oerd BYLYKBASHI (Head of delegation)
Director, Department of Internal Administrative Control and Anti-Corruption (DIAC), Council of Ministers

ANDORRA/ANDORRE

Mme Maribel LAFOZ JODAR (Chef de délégation)
Commissaire de Police

M. Ivan ALIS SALGUERO

Avocat, Assesseur de l'Unité de prévention et lutte contre la corruption, Ministère de la présidence et des finances

ARMENIA / ARMENIE

Mr Artur OSIKYAN (Head of delegation)
Deputy Head of the State Tax Service

Mr Karen GEVORGYAN

Deputy Dean of International Relations, Faculty of Law, Yerevan State University

Mr Gevorg Mheryan

Assistant of the President of the Republic of Armenia

Mr Gevorg Kostanyan

Deputy Minister of Justice of the Republic of Armenia

Mr Tigran Barsegyan

Head of the Legal Department of the Staff of the Government of the Republic of Armenia

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Christian MANQUET (Head of delegation)
Head of Unit, Directorate for Penal Legislation, Federal Ministry of Justice

Mr Erich KÖNIG

Constitutional Service, Dep. V/4, Media/Information Society/Financing of political parties, Federal Chancellery

Mr Martin KREUTNER

Director Federal Bureau for Internal Affairs, BIA, Federal Ministry of the Interior

Ms Gerlinde WAMBACHER

Federal Bureau for Internal Affairs, BIA, Legal Affairs & Controlling, Federal Ministry of the Interior

Mr Roland LINZATTI

Federal Ministry of European and International Affairs

Ms Ingrid MOSER

Parliament, General Directorate

Ms Anita PLEYER

Federal Chancellery

Mr Stefan RITTER

Federal Chancellery

Mr Hannes SEDLACK

Criminal Intelligence Service

Ms Stephanie SCHMÖLZER
Intern, Permanent Representation of Austria to the Council of Europe

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Kamran ALIYEV
Head of Department, Prosecutor General's Office

BELGIUM / BELGIQUE

Mlle Claire HUBERTS (Chef de délégation)
Attachée, Service des questions pénales, générales et internationales, DG de la Législation pénale
et des Droits de l'Homme, Service public fédéral Justice (SRF Justice)

M Paul MULS
Premier conseiller de direction, Secrétaire de la commission de contrôle des dépenses électorales
Chambre des représentants

M Jean-Marie LEQUESNE
Commissionnaire Divisionnaire, Office central de répression de la corruption, Direction Générale de
la Police Judiciaire, Police fédérale – Direction DJF

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Sead TEMIM
Prosecutor, Federal Prosecutor's Office of the Federation of Bosnia and Herzegovina

BULGARIA / BULGARIE

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)
Director of International Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

Mr Vassil KIROV
Director General of Financial Intelligence Agency, Ministry of Finance

CROATIA / CROATIE

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)
Vice-Président du GRECO – Vice-President of GRECO
Judge at the County Court in Zagreb

CYPRUS / CHYPRE

Apologised / Excusé

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)
International Department, Section for International Organisations and International Co-operation,
Ministry of Justice

Ms Milada Vaněčková
Deputy Director, Territorial Public Administration Dpt, Department of Supervision and Control Of
Public Administration, Ministry of the Interior

DENMARK / DANEMARK

Mr Lars LICHTENSTEIN
Prosecutor, Office of the Director of Public Prosecutions

ESTONIA / ESTONIE

Ms Mari-Liis SÕÖT (Head of delegation)
Head of Criminal Statistics and Analysis Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department

Ms Helinä LEHTINEN
Ministerial Advisor, Ministry of Justice, Crime Policy Department

FRANCE

M Jean ALEGRE (Chef de délégation)

Chargé de mission auprès du directeur des affaires juridiques, Ministère des Affaires Etrangères et européennes

M Michel BARRAU

Chef du service central de prévention de la corruption (service interministériel du Ministère de la Justice)

Mme Solène DUBOIS

Magistrat, Ministère de la Justice, Direction des Affaires Criminelles et des Grâces

Mme Claire MORICE

Cour d'Appel de Versailles

M Stéphane GAUVIN

Adjoint au Chef du Service Juridique de la Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements des Partis Politiques (CNCCFP)

GEORGIA / GEORGIE

Apologised / Excusée

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Alexander DÖRRBECKER

Deputy Head of Division, Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime, Federal Ministry of Justice

Ms Ivonne SCHWINDT

Assistant to Mr Dörrbecker, Federal Ministry of Justice

GREECE / GRECE

Mr Dimitrios GIZIS

Public Prosecutor, Court of First Instance of Chania, Crete

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ákos KARA (Head of delegation)

Deputy Head of Department, Ministry of Justice

Mr Tibor SEPSI

Government adviser, Secretariat of Law and Coordination, Prime Minister's Office

ICELAND / ISLANDE

Mr Björn THORVALDSSON

Acting Prosecutor, Unit for Investigation and Prosecution of Economic Crime, National Commissioner of the Police

IRELAND / IRLANDE

Ms Therese MOLYNEUX

Assistant Principal Officer, Criminal Law Reform Division, Department of Justice, Equality and Law Reform

Mr Henry Matthews

Office of the Director of Public Prosecutions

ITALY / ITALIE

Mr Silvio Bonfigli

Magistrate, Deputy Commissioner against corruption

LATVIA / LETTONIE

Ms Inese GAIKA

Head of International Cooperation Division, Corruption Prevention and Combating Bureau (KNAB)

Ms Inese TERINKA

Senior Specialist, Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau (KNAB)

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Elena Konceviciute
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

Ms Agne VERSELYTE
Chief Specialist, International Law Department, Ministry of Justice

Mr Aurelijus GUTAUSKAS
Associated Professor in Criminal Law, Faculty of Law, Criminal Law Department, Law University of Lithuania

LUXEMBOURG

M Jean BOUR (Chef de délégation)
Procureur d'Etat, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch

M Jean-Paul FRISING
Procureur d'Etat adjoint, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg

M Laurent THYES
Attaché de Gouvernement au Ministère de la Justice

M Frank ENGEL
Secrétaire de fraction

MALTA / MALTE

Mr Silvio CAMILLERI (Head of delegation)
Attorney General, Attorney General's Office, The Palace

MOLDOVA

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)
Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

Mme Mariana KALUGHIN
Chef de la Section de prévention de la corruption du Centre de la Lutte contre les crimes économiques et la corruption (CCCEC)

Mme Galina BOSTAN
Directrice, Centre d'analyse et de la prévention de la corruption (ONG)

MONACO

M Frédéric COTTALORDA
Chef de Section, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN),
Département des Finances et de l'Economie

MONTENEGRO

Mr Dusan DRAKIC
Adviser, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Ms Nina VUJOVIC
Advisor, Directorate for Anti-corruption Initiative

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Bastiaan Winkel-BOER
Policy Advisor, Ministry of Justice

Mr Michel SIEBES
Ministry of the Interior and Kingdom Relations

Mr Gerard C. DE BOER
Deputy to the Permanent Representative of the Netherlands to the Council of Europe

NORWAY / NORVEGE

Mr Trygve HEYERDAHL
Senior Adviser, Ministry of Justice and the Police

Mr Jens-Oscar Nergård
Senior Adviser, Ministry of Government Administration and Reform

POLAND / POLOGNE

Mme Iwona JANOWSKA-MARCINIAK
Senior Specialist, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation

PORTUGAL

Mr Jorge Menezes Falcão (Chef de délégation)
Conseiller Juridique, Bureau des Relations Internationales, Ministère de la Justice

Ms Mónica Calado Gomes
Legal Advisor, Bureau for International, European and Co-operation Affairs
Ministry of Justice

M Augusto CALADO DE OLIVEIRA
Inspecteur, Police Judiciaire, Ministère de la justice

Mme Custódia MARTINS
Inspectrice, Inspection Générales des finances, Ministère des finances

M Brandão PIRES
Direction de Service du Registre Criminel, Ministère de la justice

M José RIBEIRO DE ALMEIDA
Procureur de la République, Inspection Générale de l'Administration Interne, Ministère des affaires intérieures

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Oana SMIDT HAINEALA (Head of delegation)
Director of the Department for the Relations with the Public Ministry, Prevention of criminality and corruption

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Oleg PLOKHOI
Deputy Head, Human Resources and Government Awards Department, Administration of the President of the Russian Federation

Mr Andrei ILYIN
Deputy Head of Civil Cases Division, Office of the Representative of the Russian Federation at the European Court of Human Rights, Ministry of Justice

Mr Konstantin KOSORUKOV
Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE

Ms Ana MARIČIĆ (Head of delegation)
Legal Advisor, Secretariat for the implementation of the National Judicial Reform Strategy
Ministry of Justice

Ms Aleksandra POPOVIC
Junior Advisor, Section for International Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

Mr Mladen SPASIĆ
Head of the Department for Combating Organised Crime, Ministry of the Interior

Mr Jovan COSIĆ
Head of the Department for Normative Issues, Ministry of Justice

Mr Slobodan HOMEN
Assistant Minister for Normative Issues and International Co-operation, Ministry of Justice,

Mr Nermanja NENADIĆ

Member of the Commission for the implementation of the National Strategy for the fight against corruption and the recommendations of GRECO

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Andrej LAZAR

Senior Police Officer, Office for Fighting Corruption , Ministry of the Interior

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS

President of GRECO / Président du GRECO

Chairman, Commission for the Prevention of Corruption

Ms Sandra A. BLAGOJEVIC

Consultant, Commission for the Prevention of Corruption

SPAIN / ESPAGNE

Mr Rafael VAILLO RAMOS

Legal Counsellor, Ministry of Justice

SWEDEN / SUEDE

Ms Lena Häll Eriksson (Head of delegation)

Director General, Ministry of Justice

SWITZERLAND / SUISSE

M Ernst GnÄgi (Chef de délégation)

Chef de l'unité du droit pénal international, Office fédéral de la Justice

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Ms Slagjana TASEVA (Head of delegation)

Professor of Criminal Law, Director of the Police Academy

TURKEY / TURQUIE

M Ergin ERGÜL (Chef de délégation)

Magistrat, Directeur Général Adjoint, Direction Générale du Droit International et des Relations Extérieures, Ministère de la Justice

Mr Ömer Faruk GENCKAYA

Professor, Researcher, Department of Political Science

UKRAINE

Mr Ruslan RIABOSHAPKA (Head of delegation)

Head of the Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime, Ministry of Justice

Mr Mykhaylo BUROMENSKIY

President of the Institute of Humanitarian Research

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Roderick MACAULEY (Head of delegation)

Head of EU and International Criminal Law, Corruption and Fraud, Criminal Law Policy Unit, Ministry of Justice

Ms Anna HODGSON

Crown Prosecution Service (CPS)

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Richard M. ROGERS (Head of delegation)

Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice

Ms Jane LEY

Deputy Director, US Office of Government Ethics

PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ STATUTAIRE DU GRECO

Apologised / Excusé

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Apologised / Excusée

REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ

Apologised / Excusé

REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC

Mr Damir VEJO

Head of the Department for Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina

OBSERVER UNITED NATIONS – UNODC / OBSERVATEUR NATIONS UNIES – ONUDC

Apologised / Excusé

OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE

Apologised / Excusé

GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D'EVALUATION DU GRECO

**Joint First and Second Round Evaluation Report on AUSTRIA /
Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'AUTRICHE**

M. Ernst GNÄGI (Switzerland / Suisse)

Chef de la section droit pénal international, Docteur en droit et avocat, Office fédéral de la Justice

Mr Tibor SEPSI (Hungary / Hongrie)

Government adviser, Secretariat of Law and Coordination, Prime Minister's Office

Ms Aleksandra POPOVIC (Serbia / Serbie)

Assistant Minister, Ministry of Justice of Republic of Serbia

Mr Vassil KIROV (Bulgaria / Bulgarie)

Director General of Financial Intelligence Agency, Ministry of Finance

**Third Round Evaluation Report on the NETHERLANDS /
Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur les PAYS-BAS**

ETS / STE 173

Ms Anna HODGSON (United Kingdom / Royaume-Uni)

Crown Prosecution Service (CPS), CPS Policy

Mr Aurelijus GUSTAUSKAS (Lithuania / Lituanie)

Associated professor in Criminal Law, Faculty of Law, Criminal Law Department, Law University of Lithuania

Party Funding / Financement des partis politiques

Mr Ömer Faruk GENCKAYA (Turkey / Turquie)

Professor, Researcher, Department of Political Science, Bilkent University

Ms Inese TERINKA (Latvia / Lettonie)

Senior Specialist, Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau (KNAB)

**Third Round Evaluation Report on LUXEMBOURG /
Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur le LUXEMBOURG**

ETS / STE 173

M Jean-Marie LEQUESNE (Belgium / Belgique)
Commissionnaire Divisionnaire, Office central de répression de la corruption, Direction Générale de la Police Judiciaire, Police fédérale – Direction DJF,

Mme Claire MORICE (France)
Cour d'Appel de Versailles

Party Funding / Financement des partis politiques

Mr Jan MAJCHROWSKI (Poland / Pologne) – **Apologised / Excusé**
Juriste, politologue, Faculté de Droit et d'Administration, Université de Varsovie

M Stéphane GAUVIN (France)
Adjoint au Chef du Service Juridique de la Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements des Partis Politiques (CNCCFP)

RAPPORTEURS

**Joint First and Second Round Compliance Reports /
Rapports de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints**

ARMENIA / ARMÉNIE

Mr Georgi RUPCHEV (Bulgaria / Bulgarie)

Mr Björn THORVALDSSON (Iceland / Islande)

REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE

Mr Henry MATTHEWS (Ireland / Irlande)

Ms Elena KONCEVICIUTE (Lithuania / Lituanie)

**Second Round Compliance Reports /
Rapports de Conformité du Deuxième Cycle**

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Ms Helinä LEHTINEN (Finland / Finlande)

Mr Andrej LAZAR (Slovak Republic / République Slovaque)

PORTUGAL

M Edmond DUNGA (Albania / Albanie) – **Apologised / Excusé**

M Jean-Paul FRISING (Luxembourg)

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO, Directorate General of Human Rights and Legal Affairs (DG-HL)

Mr Björn JANSON, Deputy to the Executive Secretary, DG-HL

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrative Officer, DG-HL

Ms Laura SANZ-LEVIA, Administrative Officer, DG-HL,

Ms Tania VAN DIJK, Administrative Officer, DG-HL

Mr Michael JANSSEN, Administrative Officer, DG-HL

Ms Elspeth REILLY, Assistant, DG-HL

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant, DG-HL

Mme Laure HEIM, Assistant (Evaluation rounds), DG-HL

Mme Marie-Rose PREVOST, Assistant, (Evaluation rounds), DG-HL

Ms Simona GHITA, Webmaster, DG-HL

Mr Lucas RUIZ DIAZ, Stagiaire, DG-HL

INTERPRETERS / INTERPRETES

Mme Sally BAILEY (10/06-13/06)

Mme Chloé CHENETIER

Mme Isabelle MARCHINI

Mme Julia TANNER (09/06)

ANNEXE II

AGENDA / ORDRE DU JOUR

1. Opening of the meeting / *Ouverture de la réunion - 09h30*
2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
3. Information from the President, Delegations and the Executive Secretary (including on Bureau 44) / *Information du Président, de Délégués et du Secrétaire Exécutif (y compris sur Bureau 44)*
4. **First reading** of draft Evaluation Reports / **Première lecture** de projets de Rapport d'Evaluation:

Third Evaluation Round / *Troisième Cycle d'Evaluation*
 - **Netherlands / Pays-Bas** (Monday - Tuesday / *lund - mardi*)
 - **Luxembourg** (Wednesday - Thursday / *mercredi - jeudi*)
Joint First and Second Evaluation Rounds / *Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation conjoints*
 - **Austria / Autriche** (Tuesday - Wednesday / *mardi - mercredi*)
5. Examination and adoption of the Addendum to the First Round Compliance Report on **the United States of America** / *Examen et adoption de l'Addendum au Rapport de Conformité du Premier Cycle sur les Etats-Unis d'Amérique*
6. Examination and adoption of the Joint First and Second Round Compliance Reports on **Armenia** and **Serbia** / *Examen et adoption des Rapports de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Arménie et la Serbie*
7. Examination and adoption of the Second Round Compliance Reports on **the Czech Republic** and **Portugal** / *Examen et adoption des Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la République Tchèque et le Portugal*
8. Examination and adoption of the Addenda to the Second Round Compliance Reports on **Finland, Luxembourg, Slovakia** and **Slovenia** / *Examen et adoption des Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Finlande, le Luxembourg, la Slovaquie et la Slovénie*
9. Budgetary Proposals of the Secretary General for 2009 / *Propositions budgétaires du Secrétaire Général pour 2009*
10. **Second reading** and adoption of the draft Third Round Evaluation Reports on Luxembourg and the Netherlands and of the Joint First and Second Round Evaluation Report on Austria (**Friday**) / **Deuxième lecture** et adoption des projets de Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur le Luxembourg et les Pays-Bas et du projet de Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Autriche (**vendredi**)
11. Miscellaneous / *Divers*
12. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
13. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*